

ACTION URGENTE

COLOMBIE. PLUS DE 300 PERSONNES DÉPLACÉES À LA SUITE D'UN RAID PARAMILITAIRE

Un raid paramilitaire et l'affrontement armé qui s'est ensuivi entre paramilitaires et groupes de guérilla à Peña Azul, dans le département du Chocó (nord-ouest de la Colombie), a entraîné un déplacement massif de familles, et il est possible que les habitants des localités environnantes fassent l'objet d'un confinement. L'augmentation de l'activité paramilitaire dans cette région met en danger les habitants des zones rurales du département du Chocó.

Le 4 mars, environ 200 personnes armées, identifiées par le bureau régional du médiateur comme des membres des Autodefensas Gaitanistas de Colombia (AGC), ont fait irruption dans la ville de Peña Azul, dans la municipalité d'Alto Baudó (département du Chocó, nord-ouest de la Colombie). Des témoins ont indiqué à Amnesty International que plusieurs paramilitaires étaient venus chercher des membres de l'Armée de libération nationale (ELN). En conséquence, 399 habitants (128 familles) ont dû fuir, craignant pour leur vie. Un habitant a indiqué aux médias locaux qu'au milieu du raid, il avait entendu des rafales de tirs dans les montagnes et quelqu'un qui criait : « sales guérilleros, communistes de merde, on va les buter ».

On ignore où se trouvent huit familles de Peña Azul. Selon Luis Murillo, représentant régional du bureau du médiateur, les autres personnes déplacées sont arrivées à Pie de Pato, dans la zone urbaine d'Alto Baudó, où la municipalité fournit actuellement une aide humanitaire.

Luis Murillo a déclaré : « les moyens disponibles pour soutenir ce groupe de personnes d'ascendance africaine déjà vulnérable sont très limités, car il n'y a pas de réponse intégrée de l'État pour protéger la communauté ». Il a affirmé que ses services avaient exprimé des inquiétudes à maintes reprises au sujet des risques élevés auxquels ce groupe est confronté depuis 2009, mais il a indiqué à Amnesty International que la situation s'était aggravée au cours des deux derniers mois. Selon l'ONG colombienne CIEDERPAZ, qui travaille dans la région, il est possible que les habitants des localités avoisinantes soient confinés dans les hameaux de Boca de Apartadó, Boca de León, Geandó, Punta Peña, Bacal, Amparrado et Cocalito, en raison de ces événements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude pour la sécurité de la population des zones rurales du département du Chocó, compte tenu de l'augmentation des raids des groupes paramilitaires dans la région et de la présence persistante d'autres groupes armés illégaux ;
- exhortez les autorités à mettre immédiatement en œuvre des mesures pour protéger les habitants des localités menacées, et pour permettre leur retour chez eux en toute sécurité ou leur réinstallation, dans le plein respect des souhaits de ces personnes ;
- engagez-les à prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 AVRIL 2017 À :

Président de la République

Señor Juan Manuel Santos

Presidente de la República

Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Courriel : contacto@presidencia.gov.co

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président de la République,

Directeur de l'Unité chargée de l'assistance

et de la réparation pour les victimes

Señor Alan Edmundo Jara Urzola

Director de la Unidad de Víctimas

Calle 16 # 6-66. Edificio Avianca Piso 19

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 4261111

Courriel : alan.jara@unidadvictimas.gov.co

Formule d'appel : Señor, / Monsieur,

Copies à :

Defensoría del Pueblo

Carrera 9 No.16 – 21

Bogotá D.C., Colombie

Fax : +57 1 314 73 00

Courriel :

asuntosdefensor@defensoria.gov.co

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. PLUS DE 300 PERSONNES DÉPLACÉES À LA SUITE D'UN RAID PARAMILITAIRE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis 2014, les Autodefensas Gaitanistas de Colombia (AGC), vestige des groupes paramilitaires démobilisés il y a une dizaine d'années, ont lancé une opération pour prendre le contrôle d'Alto Baudó, territoire situé à proximité de l'océan Pacifique et peuplé de communautés indigènes et d'ascendance africaine, et d'autres municipalités de la région.

Depuis lors, il y a eu des déplacements massifs de populations vulnérables, en particulier des communautés indigènes et d'ascendance africaine, y compris des enfants. « Il s'agit d'une situation systématique de violations des droits humains », a déclaré Luis Murillo, représentant régional du bureau du médiateur, qui a affirmé que cela faisait des années que le bureau cherchait à alerter les autorités au sujet de ce problème sans que celles-ci mettent en œuvre des « solutions de fond ».

Depuis le 21 février, quelque 106 personnes indigènes (32 familles) ont quitté la réserve de Chagpien Tordó (municipalité de Bajo San Juan, également située dans le département du Chocó) pour rejoindre la ville de Buenaventura, dans le département du Valle del Cauca, à la suite d'affrontements entre les forces armées et des groupes armés illégaux. D'après un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), la liberté de mouvement des familles restées sur place est soumise à des restrictions et quatre mineures risquent d'être recrutées contre leur gré par les paramilitaires ou par l'ELN. La Cour constitutionnelle a statué que les autorités colombiennes devaient fournir des informations aux populations déplacées et confinées et prendre des mesures efficaces pour les protéger.

Depuis le début du processus de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), et en particulier depuis septembre 2015, une augmentation de l'activité paramilitaire a été signalée dans la région d'Alto Baudó, ainsi qu'ailleurs dans le pays. En effet, plusieurs groupes armés cherchent à prendre le contrôle de certains des territoires auparavant contrôlés par les FARC, notamment l'Armée de libération nationale (ELN), qui négocie actuellement un accord de paix avec le gouvernement colombien.

Communautés rurales du département du Chocó, nord-ouest de la Colombie
Hommes et femmes

AU 56/17, AMR 23/5826/2017, 6 mars 2017